

Les diplomates en formation à Bruxelles et... chez De Wever

JOURNÉES DIPLOMATIQUES Le détour par Anvers soulève la controverse

- Des « classiques » pour les journées diplomatiques, fin janvier : discours ministériels, image de la Belgique, diplomatie économique...
- Mais une nouveauté : une visite à Anvers, chez le bourgmestre et président de la N-VA.

L'édition 2016 des « Journées diplomatiques », du 25 au 29 janvier, auxquelles sont conviés nos 86 ambassadeurs, 21 consuls généraux et 8 représentants permanents, vaudra le détour. Comme toujours, l'événement donnera lieu à une série de tables rondes, géographiques et thématiques, ayant trait à la situation internationale, au positionnement de la Belgique, à la promotion de nos entreprises... Mais le programme prévoit surtout (à ce stade, car il n'est pas définitif selon les Affaires étrangères), le dernier jour, un déplacement remarqué et controversé à l'Hôtel de ville d'Anvers. Dont le patron est Bart De Wever, leader de la N-VA.

Une visite « controversée », disions-nous, parmi les représentants de l'opposition parlementaire, prêts à s'insurger et à interpeller le chef de la diplomatie : le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR).

Georges Dallemagne, député CDH, nous fait ainsi part de son « étonnement » et de sa « désapprobation » : « Pour la première fois dans l'histoire de la diplomatie belge, le programme officiel des journées diplomatiques inclut une visite obligatoire à un président de parti ! Et pas n'importe lequel. De cette façon, le ministre des Affaires étrangères contraint des fonctionnaires assermentés qui sont au service de l'intérêt général à se rendre, aux frais du contribuable, auprès d'une personnalité politique qui

veut voir s'évaporer la Belgique ! On renforce sa popularité et on donne du crédit au nationaliste sur la scène internationale, alors qu'il tient un discours eurosceptique, qu'il veut mettre fin à Schengen, etc. C'est sidérant ».

Le centriste, qui explique avoir été « alerté » par des diplomates belges « atterrés après avoir eu connaissance du programme officiel, et tentés de boycotter une manifestation qui a pourtant un caractère obligatoire », interpel-

lera Didier Reynders, en commission des Relations extérieures ou en plénière à la Chambre : « Il faut revoir ce programme officiel, il est inacceptable en l'état. Mon parti invite les diplomates à ne pas se compromettre et à user de leur devoir de réserve en refusant la visite à Anvers ».

Voici une petite semaine, dans l'*Echo*, André Flahaut (PS), ministre du Budget à la Communauté française, s'était déjà dit « choqué » : « L'excursion en bus à Anvers, c'est le pompon, quand on sait la charge symbolique que cela revêt aujourd'hui ».

Mais du côté des Affaires étrangères, on assume... et on renvoie la balle. « Nous avons reçu une invitation d'Anvers, explique le porte-parole du ministre Reynders, et on y a répondu favorablement. Et il était clair pour nous que, si une invitation émanait d'une ville wallonne, elle serait acceptée aussi. Des demandes nous sont parvenues du côté flamand et on ne désespère pas que des demandes francophones nous parviennent l'an prochain ; elles

seront examinées avec la même attention. De manière générale, on a accepté les demandes de participation parce que l'on veut ouvrir vers l'extérieur les journées diplomatiques, mais il n'y en a eu que du côté flamand, où ils ont été proactifs. » Une visite anversoise qui rentre, ajoute-t-on, dans le cadre de la diplomatie écono-

mique (chère à Didier Reynders).

Voilà pour la réponse politique.

Pour ce qui est de l'organisation concrète des journées diplomatiques, c'est le département (non

le cabinet) des Affaires étrangères qui est compétent. Là, le porte-parole nous confirme que c'est le bourgmestre anversoise Bart De Wever qui a écrit une lettre pour suggérer la visite dans sa ville. Objectif : « En apprendre plus sur le secteur diamantaire et les défis économiques de la ville. »

Le programme, de 14h30 à 18 heures, prévoit en effet (outre un cocktail) 15 minutes sur les relations extérieures de la ville ; 20 minutes sur le thème « diplomatie et diamant » ; 1 heure d'échanges avec les échevins ; et

35 minutes de « discours interactif » de Bart De Wever.

Une visite inédite, même si en 2010 les diplomates s'étaient rendus à Louvain-la-Neuve à l'invitation de l'Agence wallonne à l'exportation. Et que « la visite d'une ville existe par exemple lors des journées diplomatiques aux Pays-Bas », selon le porte-parole du département. Qui, contrairement à ce que dit Georges Dallemagne, affirme que le déplacement anversoise est prévu en dehors du programme officiel, après sa clôture le dernier jour.

Notons enfin que dans une version initiale du programme, seul le ministre-président flamand N-VA Geert Bourgeois apparaissait (dans la partie non-officielle) : il invitait les chefs de poste à l'exposition « De Floris à Rubens » et à un walking diner. Désormais, un petit-déjeuner (sur invitation) de la secrétaire d'Etat bruxelloise au Commerce extérieur, Cécile Joggne, est aussi prévu. « Et on attend une réaction de la Région wallonne », précise le porte-parole du département. Traditionnellement, une rencontre avec les trois Régions est organisée. ■

DAVID COPPI
MARTINE DUBUISSON

AU PROGRAMME**Une séance de travail vouée au terrorisme**

Les « Journées diplomatiques », du 25 au 29 janvier, ne se résumeront évidemment pas au déplacement à Anvers. Au programme (officiel) également, on peut pointer : lundi, 25, Federica Mogherini, haute

représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, sera présente en « invitée spéciale » ; le lendemain, mardi 26, tous débattront du « redressement de l'image de notre pays », malmenée ces derniers mois ; mercredi 27, Jan Smets, gouverneur de la Banque nationale, évoquera « l'économie belge dans un

contexte international » ; jeudi 28, une session de travail sera consacrée entièrement au terrorisme ; en soirée, jeudi 28 toujours, nos ambassadeurs, consuls généraux et autres représentants permanents rencontreront la présidente de la FEB, Michèle Sioen, ainsi que les représentants des organisations patronales au complet.

D.CI ET MA.D.